

CONSORTIUM
DÉVELOPPEMENT
SOCIAL
MAURICIE

Québec 

Agence de la santé et des
services sociaux de la
Mauricie et du Centre-du-
Québec

Ministère des Affaires
municipales et des Régions

Ministère de l'Emploi et de
la Solidarité sociale


CRÉ
de la *Mauricie*
conférence régionale des élus

RAPPORT D'ÉTAPE 2005-2006

(octobre 2005 – avril 2006)

Mise en œuvre de l'entente de partenariat en développement social

Rapport de la coordination présenté à
M. André Dontigny, responsable de
l'entente de partenariat en
développement social de la Mauricie.

Cécile Thériault
Coordonnatrice en développement social

30 mai 2006

TABLE DES MATIÈRES

1	Introduction	2
2	Rappel du plan d'action 2005-2006	2
3	La mise en œuvre	3
4	Documentation produite (au local et au régional)	4
5	Thématiques de formation et D'Avis	5
6	Bilan de l'année	6
6.1	Les réalisations.....	6
6.1.1	<i>Au local</i>	6
6.1.2	<i>Au régional</i>	7
6.1.3	<i>Au provincial</i>	9
6.2	Les bons coups	9
6.3	Les difficultés rencontrées	11
7	Conclusion	12
	ANNEXE 1 : Liste des membres des comités	13
	ANNEXE 2 : Organigramme	14
	ANNEXE 3 : État des revenus et des dépenses	15
	ANNEXE 4 : Couverture de presse	16
	ANNEXE 5 : Actions territoriales, 18 mai 2006	

1 INTRODUCTION

Le présent rapport fait état des résultats et du déroulement de la mise en œuvre de l'Entente spécifique en développement social de la Mauricie pour la période d'octobre 2005 à avril 2006 et s'adresse aux gestionnaires régionaux de l'entente ainsi qu'aux membres du comité de coordination régional du Consortium.

2 RAPPEL DU PLAN D'ACTION 2005-2006

Le contexte du renouvellement de l'entente a teinté cette sixième année de fonctionnement du Consortium. Prévu pour le mois d'avril 2005 et attendu depuis avril 2003, le processus de renouvellement de l'entente s'est finalisé avec l'adoption de la résolution de la participation de la Conférence régionale des élus de la Mauricie (CRÉ) le 11 avril 2006.

Ainsi, pour la période de sept mois, d'octobre 2005 à avril 2006, le comité de coordination a centré son action autour de la sollicitation de nouveaux partenaires, de l'établissement d'un nouveau contrat de partenariat et à la préparation du plan d'action pour les trois prochaines années. Les activités rattachées aux objectifs de vision commune, de cohésion des interventions entre le local et le régional et de soutien aux territoires ont quant à elles guidé les interventions.

Les partenaires, soit l'Agence de la santé et des services sociaux, la Conférence régionale des élus, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministère des Affaires municipales et des Régions convenaient en septembre 2005 de s'allier de nouveaux partenaires dans la nouvelle entente. Le comité de suivi mandatait André Dontigny d'approcher le ministère régional de l'Éducation, du Loisir et du Sport et M^{me} Cécile Thériault d'approcher le ministère régional des Transports, Centraide Mauricie, la Fédération des Caisses populaires Desjardins et l'Université du Québec à Trois-Rivières pour joindre le Consortium. On approchait également le Cégep en vue d'implanter une communauté d'intérêt virtuelle.

La grande mouvance de plusieurs des organisations partenaires et parfois une certaine instabilité a grugé beaucoup d'énergie à la coordination, autant au comité régional de coordination que sur les territoires : la mise en place des instances de la CRÉ, la restructuration du ministère des Affaires municipales et des Régions, la convergence du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, les mouvements de personnel de l'Agence de la santé et des services sociaux, la mise en place des réseaux locaux des

centres de santé et de services sociaux sur les territoires et enfin la réorganisation de plusieurs CLD.

3 LA MISE EN ŒUVRE

Le **comité de coordination** régional a comme **mandat** la mise en oeuvre de l'entente par la concertation et la mobilisation intersectorielle et est composé de la coordonnatrice, d'un représentant des ministères régionaux signataires de l'entente, de Centraide Mauricie et d'un(e) représentant(e) de chacun des territoires de MRC. (Annexe 1 – *Liste des membres*)

Un nouveau **comité de travail** mis sur pieds au comité de coordination du 23 novembre 2005 (suite au départ de Marie-Andrée Faucher de la CRÉ en octobre) pour soutenir les travaux du renouvellement était composé de M^{mes} Manon Filion du MAMR, Marie Albertson de la CRÉ et Cécile Thériault, coordonnatrice. (Annexe 2 – *Organigramme*)

Le Consortium siège au **comité conseil** du *Projet d'intervention communautaire* (PICOM) de l'UQTR avec plusieurs autres organisations dont le Comité régional de développement social du Centre-du-Québec, la Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières, et l'organisme Économie communautaire de Francheville (ÉCOF). (Annexe 2 – *Organigramme*)

Le Consortium participe également à un **projet de formation** de l'Université du Québec (UQTR) résultant de l'engagement de l'UQTR au Consortium. Il s'agit d'une formation de 2^e cycle en intervention socio-communautaire permettant aux intervenants d'accéder à une diplomation de niveau maîtrise. (Annexe 2 – *Organigramme*)

Le **comité de suivi** a un **rôle administratif** et est composé des directeurs régionaux des ministères signataires de l'entente soit l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec, la Conférence régionale des élus, le ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale et le ministère des Affaires municipales et des Régions et de la coordination. (Annexe 1 – *Liste des membres*)

Le **budget d'opération** pour l'année 2005-2006 a été de 106 660 \$ et les contributeurs financiers, l'Agence de la santé et des services sociaux (53 123 \$), le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (30 000 \$) et la Conférence régionale des élus (17 000 \$). Les dépenses couvraient le salaire à temps plein de la coordonnatrice, le salaire à deux jours semaine de la secrétaire et le fonctionnement des opérations y compris le fonctionnement des comités de coordination et de suivi.

L'état des revenus et dépenses 2005-2006 est déposé avec ce rapport (Annexe 3 – *État des revenus et dépenses*).

4 DOCUMENTATION PRODUITE (au local et au régional)

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. *JOURNÉE ANNUELLE RÉGIONALE DE SANTÉ PUBLIQUE en Mauricie et au Centre-du-Québec Le développement social et le développement des communautés*, version CD, disponible sur le site www.agencesss04.qc.ca/rlscq/eve02.html#anchor, 26 octobre 2005

COMITÉ TERRITORIAL DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL Des CHENAUX. *Le développement social dans la MRC des Chenaux, Inventaire des lieux de concertation*, Arsenault Lionel, Centre local de développement Des Chenaux, 29 mars 2006.

COMITÉ TERRITORIAL DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE LA MRC MÉKINAC. *Une politique de développement social pour Mékinac*, communiqué de presse 13 février 2006, Julie Massicotte, CLD Mékinac, 2 pages.

COMITÉ TERRITORIAL DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL MÉKINAC. *Document d'information et questionnaire, Focus Groupes – Les Organismes de Mékinac*, Angèle-Anne Brouillette, février 2006, 22 pages.

COMITÉ TERRITORIAL DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL MÉKINAC. *Plan de modération, Focus Groupes – Les Organismes de Mékinac*, Angèle-Anne Brouillette, février 2006, 4 pages.

COMITÉ TERRITORIAL DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL MÉKINAC. *Plan de modération, Focus Groupes – Les citoyens et citoyennes de Mékinac*, Angèle-Anne Brouillette, avril 2006, 5 pages.

COMITÉ TERRITORIAL DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL MÉKINAC. *Document d'information et questionnaire – Les citoyens et citoyennes de Mékinac*, Angèle-Anne Brouillette, avril 2006, 14 pages.

COMITÉ TERRITORIAL DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL MÉKINAC. *Rapport de consultations menées auprès des membres d'organismes du milieu dans le cadre des travaux d'élaboration de la Politique de développement social de Mékinac*, Angèle-Anne Brouillette, mai 2006, 48 pages.

COMITÉ LOCAL EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU TERRITOIRE DU HAUT-SAINT-AURICE. *Bilan des réalisations 2004-2005*, Guylaine Asselin, Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice, Adopté le 15 septembre 2005, 12 pages.

COMITÉ LOCAL EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU TERRITOIRE DU HAUT-SAINT-MAURICE. *Développement social et Transport collectif*, Texte de la conférence présentée à la Chambre de commerce de LaTuque par Cécile Thériault, Guylaine Asselin et Micheline Tousignant le 22 mars 2006, 12 pages.

CONSORTIUM DÉVELOPPEMENT SOCIAL MAURICIE. *Actions territoriales*, Cécile Thériault, mars 2006.

CONSORTIUM DÉVELOPPEMENT SOCIAL MAURICIE. Plan d'Action 2006-2009, Cécile Thériault, 17 mars 2006

CONSORTIUM DÉVELOPPEMENT SOCIAL MAURICIE. Plan d'Action 2006-2007, Cécile Thériault, 17 mars 2006

CONSORTIUM DÉVELOPPEMENT SOCIAL MAURICIE. *Outil de communication : pochette et fiches en développement social*, Trois-Rivières, mai 2005.
www.agencesss04.qc.ca
www.cre-mauricie.qc.ca

CORPORATION DE TRANSPORTS COLLECTIFS DE MASKINONGÉ. *Place au développement : le Transport collectif est en fonction dans la MRC de Maskinongé*, Bellerose Valérie, Louiseville, février 2006.

REVITALISATION Quartiers ST-MARC et CHRIST-ROY, Une maison de répit pour les familles, Communiqué de presse, Marie-Pier Matteau, janvier 2006, Shawinigan.

TRANSPORT COLLECTIF DU HAUT-SAINT-MAURICE. *Bilan des activités et projet en développement du service de transport collectif du Haut-Saint-Maurice*, Communiqué de presse, Tousignant Micheline, 31 janvier 2006.

5 THÉMATIQUES DE FORMATION ET D'AVIS

- *Les enjeux et les défis de développement social de la Mauricie*
M^{mes} Lucie Carrier, CSSS de l'Énergie et Cécile Thériault, coordonnatrice
- Les indicateurs de développement social Invité : Réal Boisvert ASSS
- *L'économie sociale et le développement social en Mauricie*
M^{me} Marguerite Surprenant, Emploi-Québec : Mme Cécile Thériault, coordonnatrice

6 BILAN DE L'ANNÉE

6.1 Les réalisations

6.1.1 Au local

- Des comités intersectoriels de développement social dans chacun des territoires de MRC regroupant entre 15 et 30 acteurs locaux selon les territoires avec des plans d'action propre à chacun des territoires. Quelques faits saillants :
 - Le comité permanent de développement social de la **Ville de Trois-Rivières** mis en place en janvier 2006 s'est doté d'une ressource de coordination pour la mise en oeuvre du plan d'action de la Politique. M^{me} Annie Saulnier, coordonnatrice joindra le comité de coordination du Consortium.
 - Le comité territorial de la **MRC de Maskinongé**, trace un bilan positif des résultats de la 1^{ere} année du plan d'action de la Politique de développement social de son territoire ; un événement rassembleur *Salon du développement* pour le territoire est prévu à l'automne 2006. Une nouvelle personne prendra la relève de la coordination du comité territorial suite au départ de M. Denis McKinnon ; la MRC avec l'enveloppe du pacte rural assure le coût de la ressource de coordination du comité.
 - Le comité de développement social de la **MRC de Mékinac** a récemment débuté les travaux qui conduiront à la mise en place d'une politique de développement social pour le territoire. Un partenariat financier entre la MRC, le CLD, Emploi-Québec, Centraide Mauricie et la Commission scolaire de l'Énergie a permis l'embauche d'une agente de projet, M^{me} Angèle-Anne Brouillette, pour coordonner la démarche. Une consultation publique s'est tenue en avril et mai.
 - Le comité territorial de la MRC des Chenaux a élaboré une nouvelle organisation afin de réaffirmer sa volonté de soutenir le comité et son fonctionnement.
 - Les projets de **covoiturage et de transports collectifs** dans les MRC des Chenaux, de Maskinongé, de Mékinac et du Haut-St-

Maurice ont présenté des bilans positifs diffusés dans les médias par conférence de presse. (Couvertures de presse)

- Les projets de **revitalisation urbaine de Trois-Rivières et de Shawinigan** soutenus entre autres par l'Agence de la santé et des services sociaux, Emploi-Québec et Centraide Mauricie ont généré plusieurs projets favorisant la participation citoyenne (*Actions territoriales*, mars 2006)
- Pour en savoir davantage et connaître les acteurs locaux impliqués, consulter le document joint les *Actions territoriales*, mars 2006.
- Participation à un sous-comité de travail du comité de développement social de Maskinongé sur **les besoins de formation** des acteurs du territoire.
- Participation à une activité de levée de fonds pour **la Maison Le Répît**, projet de la démarche de revitalisation de Shawinigan.
- Participation à huit rencontres des comités de territoire de Mékinac, de Maskinongé, Des Chenaux et du Cap-de-la-Madeleine.
- Activités de **soutien**, de **consultation** et de **coaching** par une vingtaine de rencontres auprès d'acteurs locaux.
- Présentation à la **Chambre de commerce de La Tuque** du développement social régional (Cécile Thériault), du développement social local (Guylaine Asselin) et du transport collectif du territoire (Micheline Tousignant).
- Participation à une rencontre d'information de la **CDC de Mékinac** pour faire connaître les partenaires et les ressources du territoire de Mékinac.

6.1.2 Au régional

- Tenue de quatre rencontres régionales du comité de coordination dont deux séances de travail pour la préparation du protocole de l'entente de partenariat et des plans d'action.
- Tenue de dix rencontres de sollicitation de nouveaux partenaires pour le Consortium résultant à quatre nouveaux partenariats.
- La tenue d'une rencontre du comité de suivi avec les directions régionales partenaires et celles désirant joindre le Consortium.

- Distribution de l'outil d'information et de communication à environ 200 exemplaires comprenant :
 - Une pochette d'information sur le développement social en Mauricie.
 - Trois fiches : *Le Consortium, historique et réalisations, La participation sociale, Le développement social et les municipalités.*

Disponible sur trois sites Internet :

www.agencecss04.qc.ca

www.cre-mauricie.qc.ca

www.inspq.qc.ca/DeveloppementSocial

- Consultation portant sur *l'Économie sociale et les liens avec le développement social* auprès d'une vingtaine d'acteurs locaux et régionaux suite à la demande du directeur de la CRÉ.
- Consultation portant sur le rôle du Consortium versus une Commission thématique en développement social à la CRÉ suite à la demande de celle-ci.
- Participation à l'identification de citoyens et de citoyennes pour former le Forum de citoyens de l'Agence de la santé et des services sociaux.
- Présentation du développement social régional par M^{me} Cécile Thériault, coordonnatrice, lors de la première *Journée annuelle régionale en santé publique* le 26 octobre 2005. Environ 300 personnes participaient à cette rencontre qui s'adressait aux intervenants et aux gestionnaires du réseau de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec ainsi qu'aux partenaires des divers secteurs concernés par le développement social.
- Participation à un groupe de travail de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) pour la mise en place d'une formation de 2^e cycle en intervention communautaire.
- Participation à sept rencontres du comité conseil du projet PICOM de l'UQTR. Ce projet financé par la Fondation de la Famille McConnell a généré cinq projets d'intervention communautaires réalisés par les étudiants en réponse aux besoins du milieu à l'hiver 2006. Dix autres projets se mettront en marche à l'automne 2006.
- Accroissement du fonds annuel de développement social de Centraide Mauricie à 50 000 \$ pour 2005-2006, fonds de développement mis en place en 2001, pour soutenir des projets en développement social.

- Réalisation d'un plan d'action triennal 2006-2009 et d'un plan d'action annuel 2006-2007.

6.1.3 Au provincial

- Collaboration du comité de coordination et des acteurs locaux à la recherche provinciale du MSSS sur les indicateurs de développement sociale dirigée de notre région par M. Réal Boisvert de l'Agence de la santé et des services sociaux.
- Participation à deux rencontres provinciales du Regroupement provincial en développement social regroupant les diverses organisations des régions en développement social.
- Participation au Colloque Pan-Québécois organisé par la Table régionale des organismes communautaires en santé et services sociaux Centre-du-Québec Mauricie en collaboration avec l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et le Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA).
- Présentation du développement social régional par M^{me} Cécile Thériault à une délégation française du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale organisée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sécurité du revenu de la Mauricie. Le but de la rencontre était de leur faire connaître notre façon de travailler.
- Distribution d'environ 250 revues de *Développement social* aux réseaux du Consortium. Messieurs Réal Boisvert et Denis McKinnon sont membres du comité de rédaction de ce bulletin provincial.
- Participation à la 14^e Conférence nationale de solidarité rurale sur le thème *Et si la mondialisation avait une fin*.
- Collaboration et participation avec le Comité conseil du PICOM de l'UQTR à l'organisation d'un Colloque provincial tenu à l'ACFAS à Montréal le 16 mai 2006.

6.2 Les bons coups

- Le type de fonctionnement du comité régional de coordination, les liens qu'il permet de tisser entre le local et le régional, la solidarité et le climat qui y règne est une formule de gouvernance gagnante et mérite d'être conservé.

- La persévérance de plus d'une centaine d'acteurs locaux soutenant des actions communes intersectorielles et concourant à l'amélioration de la qualité de vie et à la participation des citoyens et des citoyennes de la Mauricie dans un contexte socio-économique et politique souvent difficile.
- Des résultats tangibles de concertation et d'harmonisation se manifestent entre les partenaires du Consortium et de collaborateurs par la circulation de données et d'informations diverses entre les organisations : les données transmises maintenant de façon régulière par les professionnels d'Emploi Québec et leur présence aux comités de territoire, l'échange d'informations de Services Canada.
- La *Journée annuelle régionale de santé publique* qui reviendra chaque année sur des thèmes différents offre un lieu d'échange et d'information continue pour les intervenants et les gestionnaires des divers secteurs.
- La mise en place d'une Politique de développement social sur le territoire de Mékinac confirme la tendance du rapprochement entre les secteurs de la santé, de la solidarité sociale, du communautaire et de l'associatif avec le monde municipal pour le développement social. Par les consultations publiques qu'elles engendrent, l'élaboration de politiques de développement social à Maskinongé, à Trois-Rivières et à Mékinac permettent aux citoyens et aux citoyennes de participer aux politiques publiques de leur municipalité et de partager leur vision du vivre ensemble.
- La réalisation des projets d'intervention communautaire (PICOM) avec les étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) dans et avec les milieux du Centre-du-Québec et de la Mauricie augure un bon maillage université-milieu et favorise la connaissance des réalités complexes du social pour des étudiants de disciplines diverses.
- Les nouveaux partenariats au Consortium avec Centraide-Mauricie, le ministère des Transports, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) viennent formaliser des collaborations déjà amorcées et s'avéreront positifs pour le soutien du local.
- Le partenariat entre l'UQTR et le Consortium génère déjà des retombées avec la mise en place d'une formation de 2^e cycle en intervention socio-communautaire et répond à des besoins exprimés des intervenants du réseau public et communautaire de la Mauricie et du Centre-du-Québec.
- La pertinence et l'utilité du document d'information sur *Le développement social de la Mauricie, ses enjeux et ses défis* sont confirmées par son utilisation. Le document

outil les intervenants des divers milieux, facilite et permet l'avancée d'une vision commune du développement.

- La tenue d'un *Colloque sur l'apprentissage par le service communautaire* organisé conjointement par l'Association canadienne pour l'apprentissage par le service communautaire et par l'Université du Québec à Trois-Rivières, dans le cadre du *74^e Congrès de l'ACFAS* le 16 mai 2006, souligne déjà après seulement deux ans le rapprochement du milieu universitaire avec le milieu communautaire.
- Le projet de recherche provincial sur les indicateurs de développement social dirigé par M. Réal Boisvert est un facteur de mobilisation et de motivation pour les intervenants du milieu.

6.3 Les difficultés rencontrées

- La mouvance continuelle des structures et le roulement du personnel des institutions rendent la coordination plus complexe, et la mobilisation plus difficile. L'éternel recommencement donne l'impression de tourner en rond.
- La structure et le fonctionnement du Consortium fragilisent-ils la coordination ? Par exemple, la CRÉ est-elle partenaire ou subventionneur ? Les attentes de résultat signifiées directement à la coordination ne devraient-elles pas plutôt être traitées au Comité de suivi ? La ressource de coordination peut-elle être dirigée par deux organisations qui de plus n'ont aucunement les mêmes attentes et les mêmes façons de fonctionner ? Le problème n'est pas nouveau et ne devrait-il pas être réglé avant de commencer une nouvelle phase ?
- Une croissance de la bureaucratie et de la technocratie est perceptible et confirmée dans les milieux du développement local et régional tout comme au Consortium durant cette dernière période.
- Les contraintes et le peu de manœuvre des ministères régionaux dans les décisions et le soutien à apporter aux initiatives du milieu sont désolants et découragent les efforts du milieu. Le même constat était fait en 2002 et faisait l'objet d'une recommandation du CRD au gouvernement. La notoriété acquise par le Consortium, les efforts des comités locaux, l'ajout de nouveaux partenaires n'a pas empêché le budget de la nouvelle entente d'être diminué. Quel est le véritable message que l'on veut livrer sur la coordination de l'intersectoriel ?
- L'impossibilité pour Services Canada de devenir partenaire signataire ne devrait pas empêcher ce service de joindre le comité de coordination comme collaborateur puisque cela profiterait au soutien du local.

- La délicate tâche de coordonner l'action intersectorielle dans un contexte sectoriel et d'approche par silos nécessite un soutien indéfectible de tous les partenaires impliqués. L'éternelle dichotomie entre le social et l'économique encore très présente dans le milieu du développement en Mauricie réussit à en décourager plusieurs autant au local qu'au régional. Le développement se fait avec et par les individus, et le Consortium est avant tout une organisation qui obtient des résultats parce qu'elle est solidaire.

7 CONCLUSION

Cette période intense et charnière des sept derniers mois nous a permis de constater que la volonté d'un partenariat renouvelé pour le développement social est affirmée en Mauricie. C'est le message principal à retenir malgré les difficultés et les contraintes rencontrées. Déjà, d'autres organisations souhaitent joindre leurs efforts au Consortium et nous rappellent que le développement de nouvelles collaborations et partenariats font partie intégrante du développement social.

Saurons-nous consacrer les ressources et l'énergie nécessaires au leadership de la concertation intersectorielle assumée par le Consortium ? La solidarité s'impose pour reconnaître les résultats obtenus pour ensuite en identifier de nouveaux et ainsi monter une marche vers un meilleur partage des ressources, et une meilleure circulation de l'information ? Le transport collectif, les pactes ruraux, les ressources communautaires, les comités intersectoriels locaux, le maillage et le réseautage entre les organisations sont réels mais sont-ils acquis pour la Mauricie ?

Le Consortium réussira-t-il à insuffler un nouveau dynamisme au milieu après trois ans d'attente pour le signal de la continuité ? La participation active et l'implication dynamique des partenaires régionaux sont essentielles car les acteurs locaux ont démontré que le développement social avait besoin d'une volonté régionale affirmée ; c'est une condition essentielle de réussite. Bref, si le Consortium en développement social n'existait pas en Mauricie, ne faudrait-il pas l'inventer ?

ANNEXE 1 : LISTE DES MEMBRES DES COMITÉS

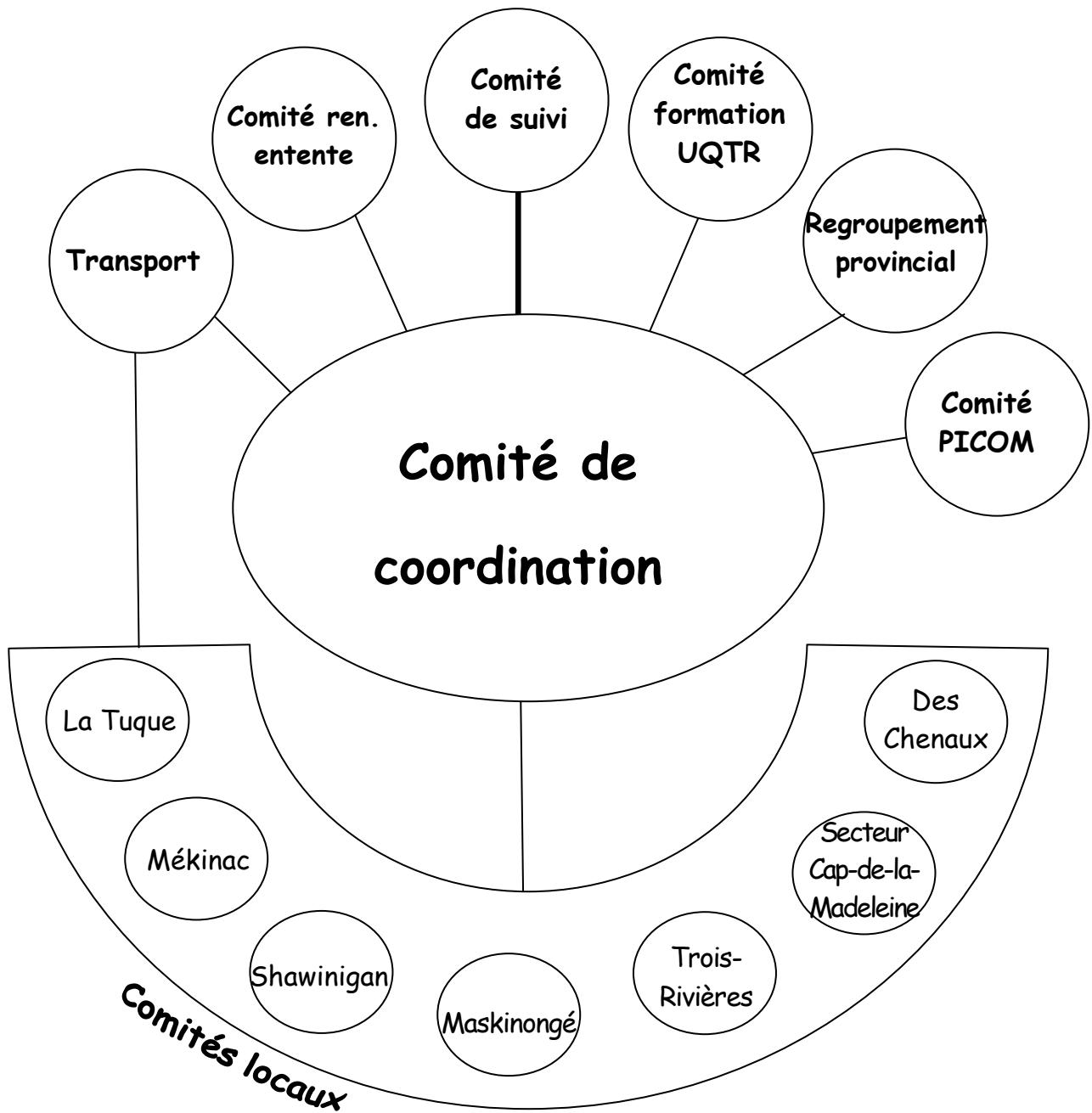
COMITÉ DE SUIVI

Monsieur André Dontigny	Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec
Monsieur Réjean Côté	Conférence régionale des élus
Madame Ginette Lanthier	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Monsieur Pierre Robert	Ministère des Affaires municipales et des Régions
Madame Cécile Thériault	Coordonnatrice

COMITÉ DE COORDINATION

Madame Pauline Abran	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Emploi-Québec
Monsieur Michel Angers	Conférence régionale des élus
Madame Guylaine Asselin	Ville de La Tuque
Madame Danièle Rémillard	
Madame Lise Beaulieu	Centraide Mauricie
Monsieur Réal Boisvert	Agence de santé et de services sociaux
Madame France Cormier	Ville de Shawinigan
Madame Lucie Carrier	
Madame Marie Albertson	Conférence régionale des élus
Madame Manon Fillion	Ministère des Affaires municipales et des Régions
Madame Joanne Francoeur	Ville de Trois-Rivières
Monsieur Jean-Claude Landry	Territoire MRC de Mékinac
Monsieur Donat Gingras	
Madame Marie-Andrée Lebel	Territoire MRC des Chenaux
Monsieur Denis Mc Kinnon	Territoire MRC de Maskinongé
Madame Anne-Marie Grenier	Agence de la santé et des services sociaux Mauricie-Centre-du-Québec
Madame Céline Ricard	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Madame Cécile Thériault	Consortium, coordonnatrice

ANNEXE 2 : ORGANIGRAMME





ANNEXE 3 : ÉTAT DES REVENUS ET DES DÉPENSES

Dossier développement social
État des revenus et dépenses
Exercice 2005-2006

Revenus

Agence de santé et de services sociaux	53 123
Conférence régionale des élus de la Mauricie	17 000
Ministère de l'emploi, de la solidarité sociale et de la famille	30 000
Autres revenus	0
Revenus reportés 2004-2005	6 537

106 660

Dépenses

Salaires	77 686
Charges sociales	7 619
Loyer et stationnement	3 283
Frais de déplacement	4 246
Frais de réunions	619
Frais de développement/colloques	2 755
Charges administratives	2 182
Documentation	7 559
Autres dépenses	711

106 660

Solde à la fin

0

ANNEXE 4 : COUVERTURE DE PRESSE

Première Journée annuelle régionale de santé publique

Le développement social est au coeur des préoccupations

MYRIAM BACON

Trois-Rivières

Comment travailler à diminuer l'exclusion ? Comment faire advenir une plus grande cohésion sociale afin de favoriser la santé des individus ? Voilà des questions qui se sont posées à l'esprit des 288 intervenants du monde de la santé qui étaient réunis, hier, à l'occasion de la première édition de la Journée annuelle régionale de la santé publique.

Cet événement, organisé par la Direction de la santé publique, s'inscrivait dans le cadre du Plan d'action régional de santé publique. «À l'intérieur de ce plan, il est prévu que nous tenions des activités périodiques de maintien et d'amélioration des compétences ainsi que des activités qui nous permettent de faire un bilan de l'avancement de nos interventions en santé publique», explique le Dr André Dontigny, directeur de la santé publique à l'Agence de santé et de services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec.

La première journée de la santé publique était donc consacrée à la cible prioritaire du plan d'action de la Direction de la santé, soit le développement social et le développement des communautés. «On sait, lequel développement peut avoir un impact majeur sur la santé des communautés et des populations vivant en Mauricie et au Centre-du-Québec», indique le Dr Dontigny.

Selon le directeur de la santé publique, il existe une corrélation entre les conditions socio-économiques et la santé. «À titre indicatif, ce matin M. Villedieu, qui a fait paraître le livre *Un jour la santé*, rappelait ce lien entre le niveau de défavo-



PHOTO: SYLVAIN MAYER

L'ancien ministre de la Santé et des Services sociaux Jean Rochon a prononcé la conférence de clôture de cette première Journée annuelle régionale de santé publique.

risation et la santé. Des études réalisées tant à Montréal qu'en région ont illustré cette relation en montrant, par exemple, que les gens vivant en milieux défavorisés ont une espérance de vie moindre», observe-t-il.

Cette première Journée de la santé publique s'est terminée par une conférence prononcée par l'ancien ministre de la Santé et des Services sociaux, Jean Rochon. Au cours de son exposé, le Dr Rochon a déploré que les cycles des transformations en santé, qui s'échelonnent habituellement sur dix ans, soient liés aux cycles politiques, qui durent de deux ans et demi à trois ans. Dans cette situation, il incombe aux intervenants de la santé de conserver leur vision, a-t-il rappelé. ●

Yves Gélinas,
préfet suppléant
de la MRC,
Annie Lessard,
présidente de
la Corporation
de transports
collectifs de la
MRC, Francine
Gaudet, députée
de Maskinongé,
et Valérie
Bellerose
(à l'avant),
coordonnatrice
de l'organisme.



PHOTO: STÉPHANE LESSARD

On veut des membres!

La Corporation de transports collectifs dévoile le bilan de sa première année

Martin Lafrenière

martin.lafreniere@lenouvelliste.qc.ca

Louiseville. — Satisfaite d'avoir effectué 1276 déplacements pendant sa première année d'activité, l'équipe de la Corporation de transports collectifs de la MRC de Maskinongé va se retrousser les manches pour augmenter le nombre de membres.

L'organisme a dévoilé hier que la corporation regroupe 65 membres. On est loin des 225 visés lors du lancement des activités en décembre 2004.

«On est rendu à la phase de promotion du service et de la consolidation sur le territoire, assure Valérie Bellerose, coordonnatrice de la corporation. On va travailler là-dessus. On veut attirer de nouveaux membres et on vise à doubler le membership.»

Pour y parvenir, Mme Bellerose va effectuer une tournée des associations du territoire. Elle ira rendre visite à des groupes d'âge d'or. Des organismes comme le centre d'action bénévole font aussi partie de la liste. «Des fois, on fait affaire avec des gens défavorisés qui ne savent pas lire. On compte beaucoup sur le bouche à oreille.»

Sur les 1276 transports effectués, 1168 ont été faits pour des femmes, ce qui équivaut à un taux de 91,5%. Cette statistique prouve que le transport collectif

est d'abord utilisé par les femmes, à forte majorité âgées de plus de 40 ans. Mais les femmes plus jeunes commencent à se servir du service par le biais d'un projet-pilote lancé l'automne dernier.

Ce projet vise à faciliter le transport des enfants vers la garderie Gribouillis de Louiseville. Dans un taxi, un parent accompagne trois enfants qui prennent le chemin de cette garderie.

Louiseville populaire

Louiseville est de loin la destination la plus populaire avec 69,7% des transports en cette direction. Quelque 67% des déplacements prennent leur origine de la seule ville de la MRC de Maskinongé.

Par contre, aucun transport n'a été fait à partir ou en direction de Saint-Boniface, Saint-Édouard-de-Maskinongé, Saint-Elle, Saint-Étienne-des-Grès, Saint-Mathieu-du-Parc et Saint-Sévère.

La mise sur pied du service de transport collectif reposait sur une volonté de faciliter l'accès à des services médicaux, à de la formation et à des opportunités de travail. Le bilan 2005 révèle que 22% des transports ont été faits pour des motifs de travail. Plus de 16% des déplacements ont permis à des gens de suivre de la formation. L'accès à des soins médicaux représente près de 13% des transports.

Naissance du Conseil régional d'économie sociale

Louise
Plante



louise.plante@nouvelliste.qc.ca

vier dernier, en présence de plusieurs intervenants du milieu et représentants d'entreprises d'économie sociale. Pas moins de 19 postes ont été ou seront complétés au conseil d'administration dont la présidence a été confiée à Michel Angers. Ce dernier est entouré de Annie Roy et Dorothée Leblanc à la vice-présidence, de Sandrine Renou au secrétariat et enfin de Daniel Béliveau à la trésorerie.

M. Angers a présenté le «nouvel organisme» comme une consolidation d'une instance régionale qui arrive à un moment tout indiqué, compte tenu que la Mauricie enregistre une croissance soutenue de ce grand secteur depuis les dix dernières années.

Il en a donné pour preuve la ville de Shawinigan où le nombre d'entreprises d'économie sociale a presque doublé depuis quatre ans pour atteindre le nombre de 25.

M. Angers a par ailleurs déclaré :

ré que l'action du CRES se fera de plus en plus sentir à la grandeur de la Mauricie, mais également du Québec. La Mauricie a en effet été la première région à signer une entente avec le Chantier de l'économie sociale ce qui avait donné naissance l'année dernière à un premier pôle régional d'économie sociale. Le CRES sera donc ce pôle pour la Mauricie et il travaillera à des projets nationaux, entre autres, au Sommet de l'économie sociale et solidaire de novembre 2006.

Il a ajouté que le CRES s'était doté d'un plan d'action 2006-2007, qu'il a qualifié d'ambitieux. Les quatre premiers objectifs sont d'améliorer la cohésion des interventions entre les intervenants, de soutenir les intervenants, les promoteurs et les administrateurs de l'économie sociale, de développer l'échange d'expertise entre les acteurs de ce secteur et enfin, de positionner l'économie

sociale dans le développement économique régional.

En fait, M. Angers estime qu'il pourra dire mission accomplie lorsque ce secteur de l'économie sera incorporé dans les corporations de développement économiques de villes au même titre que les secteurs industriels et commercial.

Pour sa part, France Beaulieu, présidente de la Conférence régionale des élus de la Mauricie, a souligné que la transformation d'un simple comité en un conseil formel confirme déjà le reconnaissance de l'apport du secteur dans le développement régional de la Mauricie. «Personne ne peut contester aujourd'hui les retombées réelles de ce secteur en matière de développement local et régional, ses retombées en emplois et sa production de biens et services, sans oublier bien sûr, sa finalité sociale.»

Mme Beaulieu a ajouté que

la CRÉ souhaite établir avec le CRES un partenariat privilégié, favorisant l'avancement de stratégies liées aux grands enjeux que sont la dévitalisation sociodémographique et la nécessaire reconversion économique de la Mauricie.

Mais cela dit, les présidents de la CRÉ et du CRES ont tous les deux admis qu'il y avait encore de la sensibilisation à faire auprès des élus pour qu'ils adhèrent davantage à l'économie sociale, trop souvent encore associée à «une économie de pauvres».

Pour sa part, Lynn O'Caïn, d'Économie communautaire de Francheville, a souligné la diversité du champ d'action des entreprises en économie sociale, (services aux personnes, culture, restauration, etc.) et surtout leur longévité exceptionnelle (10 ans en moyenne, les plus anciennes ayant 20 ans) par rapport au secteur commercial traditionnel.

«Je suis plus autonome et j'ai confiance en moi»

Comseep emballé par son projet pilote Emploi-Solidarité

Louise Plante

louise.plante@lenouvelliste.qc.ca

Trois-Rivières — Des représentants du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale procèdent présentement au bilan du projet pilote provincial de Solidarité sociale mis sur pied par Comseep. Ce dernier vise à aider des prestataires de l'assurance emploi aux prises avec de multiples difficultés à intégrer pour de bon le marché du travail.

Loin d'être nerveux chez Comseep, on a plutôt hâte que les fonctionnaires déposent leurs conclusions tant on est profondément convaincu du succès du programme auquel participent une vingtaine de personnes et presque autant d'employeurs de la ville qui eux, assument 40 % seulement du salaire.

Disons pour résumer que l'idée est de démontrer au gouvernement qu'il existe une catégorie d'assistés sociaux, aux prises avec des limites de productivité attribuables à des conditions sociales très difficiles, qui est malgré tout vraiment désireuse de travailler.

Jusqu'à maintenant, ces personnes étaient considérées sur le même pied que les personnes assistées sociales affligées de problèmes de santé, et donc définitivement écartées du marché du travail.



PHOTO: SYLVIAN MAYER

M. Christian Daigneault, Mme Marie-Josée Tardif et Mme Sylvie Tardif, de Comseep, sont très fiers du déroulement du projet pilote Emploi-Solidarité qui permet à des assistés sociaux aux prises avec de multiples difficultés de réintégrer le marché du travail.

Mme Marie-Josée Tardif rappelle qu'entre 2000 et 2002, Comseep réalisait avec succès une première expérience avec un projet expérimental basé sur les mêmes prémisses avec une vingtaine de personnes très éloignées du marché de l'emploi.

«Plusieurs régions du Québec voulaient participer à un projet similaire, rappelle Mme Sylvie Tardif, mais finalement, le minist-

re André Boisclair à l'époque, a décidé de limiter l'expérience à une seule région, la nôtre, au lieu de quatre, comme nous le proposons.»

C'est ainsi qu'a été instauré à Trois-Rivières, pour une période de 28 mois, l'expérience Emplois de solidarité. Les personnes visées par ce projet doivent répondre à au moins 4 des 5 critères d'éligibilité: 40 ans et plus, monoparentalité, vivre de l'aide sociale depuis plus de 4 ans, et être éloignées du marché du travail depuis une longue période.

Tous les participants doivent suivre un processus d'intégration socioprofessionnelle, dont huit semaines intensives de préparation et formation, suivies de l'entrée sur le marché du travail à raison de 21 heures par semaine, pendant les 6 premiers mois. Durant les trois premiers mois, le participant est jumelé à un compagnon de travail (une compensation est prévue pour l'entreprise). Au septième mois, la personne peut occuper l'emploi suivant plusieurs scénarios. On parle ici d'un véritable emploi qui a souvent fait l'objet d'une annonce dans les journaux ou d'un affichage à Emploi Québec.

Pendant tout ce temps, une personne de Comseep, en l'occurrence Christian Daigneault, assure le suivi et intervient au besoin entre l'employeur et la personne

participante au programme.

Depuis le début du programme Mme Tardif dit ne pas en revenir du changement positif, moral autant que physique, survenu chez les participants... qui eux-mêmes n'y croyaient pas trop au départ.

Mmes Chantal Sylvain et Sylvette Martel peuvent en témoigner. Chantal qui travaille comme manoeuvre chez Messagerie Valois, affirme avoir l'impression de faire maintenant partie d'une famille où on prend soin d'elle. Très fière de n'avoir jamais manqué une journée de travail en quatre mois, elle affirme «se sentir mieux en dedans». Elle a récupéré ses deux enfants placés en famille d'accueil. «Cela a changé ma vie, assure-t-elle les yeux brillants. J'ai confiance en moi maintenant.»

Sylvette, elle, travaille aux Fines Charcuteries Mado. Forte de son expérience chez Bouffelle, elle est très fière de travailler dans un endroit aussi élégant que Le Végétarien. Elle prépare salades, sandwiches et buffets. «J'aime beaucoup ça. Je suis plus autonome et j'ai confiance en moi», affirme cette jeune grand-maman.

Une des conclusions de cette expérience pilote, c'est qu'en bout de ligne, Québec récupère 2000 \$ par personne en impôts. C'est ce qui s'appelle une formule gagnant-gagnant.

Nouveliste 02/03/06

ACTUALITÉS 27

Les administrateurs du CLD de Shawinigan à leurs devoirs

Royal Saint-Arnaud

royal.saint-arnaud@lenouvelliste.qc.ca

Shawinigan — «Nous avons déposé un projet. Chacun doit regarder ce projet et nous nous revoyons le 9 mars.» C'est par cette phrase, à l'issue d'un véritable conseil d'administration marathon de plus de quatre heures trente, que la mairesse Lise Landry a résumé le résultat des travaux des administrateurs du Centre local de développement (CLD) de Shawinigan.

Invitée à préciser sur ces devoirs que chacun des membres du C.A. doit faire, celle qui dit être présentement en réflexion sur son poste de présidente du CLD explique que les administrateurs ont à réfléchir dans les quatre champs d'action de l'organisme afin de s'ajuster sur l'objectif commun, le développement économique.

Ces quatre secteurs sont le développement industriel, commercial, l'économie sociale et le tourisme.

Les membres du C.A. responsables de ces secteurs ont une semaine pour l'analyser, en regarder la composition et la structure, envisager les choses à y changer ou à éliminer, le tout, en vue d'une mise en commun le 9 mars.

Le but ultime de l'exercice selon Lise Landry est de mettre l'accent sur le développement économique par des actions efficaces du CLD,

et ce, dans un fonctionnement le plus harmonieux possible, souhaite-t-elle.

Elle ajoute qu'un autre but doit aussi être atteint, soit de tenir régulièrement les réunions du conseil d'administration. «Nous devons rétablir les liens entre nous» dit-elle.

Quant à son avenir comme présidente du CLD, elle laisse entendre qu'une fois la présente démarche complétée, la charte du CLD pourrait être amendée lors d'une prochaine assemblée générale. Pour le moment, la charte prévoit que c'est le maire de la Ville de Shawinigan qui est président de l'organisme.

Elle a tenu à préciser que la longue réunion tenue hier, à compter de 15 h 30, a tout de même permis d'entériner toutes les décisions prises par le personnel du CLD au cours des six derniers mois, où le C.A. ne s'est pas réuni.

Enfin, invitée à parler de l'atmosphère qui a marqué la longue réunion d'hier, elle a indiqué que tous les membres du conseil d'administration ont pu s'exprimer amplement. Vous avez fait une bonne lessive? C'est par un rire spontané que Lise Landry a accueilli cette question en précisant que tout le monde était là, à l'exception d'une absence motivée et des gens qui avaient déjà quitté le C.A..*

La lumière au bout du tunnel

Le CLD de Shawinigan sera divisé en quatre corporations

Guy Veillette
guy.veillette@lenouvelliste.qc.ca

Shawinigan — La pilule est pas-
sée difficilement, mais elle a fini
par passer.
Les administrateurs du Centre
local de développement de
Shawinigan ont accepté le plan
de restructuration proposé par la
Ville, jeudi après-midi. Le nouvel
organigramme sera approuvé lors

de l'assemblée générale annuelle
de l'organisme, le 4 avril.

Après la séance de défoulement
du 1er mars, à peu près tout le
monde s'est finalement rallié à la
nouvelle structure, qui subit une
cure rinceur.

En effet, le conseil d'administra-
tion passera de 21 à 13 membres.
Il sera composé du président, de
quatre élus municipaux et du pré-
sident de chacune des quatre cor-
porations nouvellement formées.

Les députés de Lavolette et
de Saint-Maurice, le directeur
général du CLD et celui du Centre
local d'emploi de Shawinigan
garderont leur siège d'observa-
teur, mais celui du ministre du
Développement économique, de
l'Innovation et de l'Exportation
sera éliminé.

Le concept de corporation
représente l'autre grande inno-
vation de cette 13ième version
du CLD de Shawinigan. La Ville
a créé quatre entités autonomes,
avec chacune leur propre conseil
d'administration, composé de six
à sept membres.

Ces corporations seront for-
mées sous les thèmes du Bureau
de tourisme et des congrès, du
Développement de l'économie
sociale, de la Société de déve-
loppement commercial et du
Développement industriel.

«Chacune devra présenter sa
mission, son plan d'action et ses

objectifs», résume la mairesse et
présidente du conseil d'adminis-
tration, Lise Landry. Elle confirme
que ces corporations remplace-
ront le concept de tables thémati-
ques qui prévalait auparavant.

Mme Landry convient que
tout ne s'est pas fait sans heurt,
mais au bout de l'exercice, tout
le monde comprenait qu'il fallait
réorganiser le CLD pour lui don-
ner une véritable mission de déve-
loppement économique. Elle salue
l'initiative de France Cormier,
représentante du développement
social, qui s'est présentée à la réu-
nion de jeudi avec un nouvel orga-
nigramme et des propositions de
représentation pertinentes pour
cette corporation.

Le nouveau conseil d'adminis-
tration devrait donc officielle-
ment entrer en fonction le 4 avril.
Mme Landry n'a pas voulu indi-
quer si elle souhaitait poursuivre
son implication à la présidence.
Si elle y renonce, le conseil d'ad-
ministration devra modifier ses
règlements généraux, qui pré-
voient que le maire de Shawinigan
occupe ce siège d'office.

Par ailleurs, il faudra également
attendre au moins un autre mois
avant de connaître les intentions
des administrateurs concernant
l'avenir du poste de directeur
général. Rappelons que c'est
Frédéric Julien qui assume l'inté-
rim depuis plus de sept mois. ■

Le transport collectif gagne en popularité en Haute-Mauricie

Une hausse de 83 pour cent a été enregistrée au cours de la dernière année

André Mercier

(Collaboration spéciale)

La Tuque — Si le transport adapté se porte relativement bien en Haute-Mauricie, c'est surtout la popularité grandissante du transport collectif qui retient l'attention, avec une augmentation de 83 pour cent de ses usagers au cours de la dernière année.

Partir de La Croche ou Lac-Édouard pour se rendre à La Tuque, pour la somme de 2,50 \$ est devenue une habitude pour de nombreux usagers qui ont utilisé le transport collectif à 734 occasions en 2005, comparativement à 400 en 2004.

Lors de sa première année d'opération, en 2003, le transport collectif avait permis 237 déplacements sur le territoire du Haut-Saint-Maurice.

Utilisant principalement les autobus scolaires sillonnant le territoire et à quelques occasions, le taxi, le transport collectif, une création du Pacte rural, s'est même étendu à Parent où des résidents du secteur de la base de radar peuvent se rendre au village grâce à ce service qui dessert les populations de Rivière-aux-Rats, Lac-à-Beauce, La Croche, La Bostonnais et Lac-Édouard.



PHOTO-ANDRÉ MERCIER

La directrice de la Corporation du transport adapté du Haut-Saint-Maurice, Micheline Tousignant, prêche par l'exemple. Plusieurs fois par semaine, c'est à bord de l'autobus scolaire reliant La Croche à La Tuque qu'elle se rend à son travail par le transport collectif, empruntant par la suite un tracé en covoiturage avec une collègue.

Le covoiturage proposé par le transport collectif connaît une croissance beaucoup plus lente. «Plusieurs personnes s'adressent à la corporation pour des demandes de transport vers l'extérieur, mais nous éprouvons des difficultés à y répondre, puisque peu de gens semblent prédisposés à partager leurs déplacements», explique Micheline Tousignant, directrice de la Corporation de transport adapté du Haut-Saint-Maurice (CTAHSM).

Quant au transport adapté, connu en Haute-Mauricie sous l'appellation d'Autonobus, ce service connaît une certaine sta-

gnation depuis les trois dernières années, passant de 8601 transports effectués en 2003, 8862 en 2004 et 7826 en 2005. «Cette baisse s'explique par le fait que les personnes qui utilisent le service au départ sont maintenant plus limitées dans leurs déplacements, soit à cause d'une plus grande perte d'autonomie, une situation d'hébergement dans une ressource du milieu ou un décès», explique Micheline Tousignant, soulignant également que certaines coupes de services des institutions ou l'ajout de services de accompagnement d'autres organismes ne sont pas étrangers à cette diminution de la clientèle qui devrait tout de même se stabiliser au cours des prochaines années.

Le transport adapté en Haute-Mauricie est financé à 75 pour cent par le ministère des Transports du Québec, 20 pour cent du financement provient de la Ville de La Tuque et les usagers contribuent à 5 pour cent du budget annuel d'environ 100 000 \$. Le transport collectif reçoit une contribution annuelle de 28 000 \$ du ministère des Transports et 14 000 \$ du Pacte rural, cette dernière somme étant garantie jusqu'en 2007.

Lise Landry quittera la présidence

Guy Veillette
guyveillette@lenouvelliste.qc.ca

Shawinigan — La mairesse de Shawinigan, Lise Landry, a finalement confirmé, en fin d'après-midi hier, qu'elle laisserait la présidence de son Centre local de développement.

La rumeur qui circulait depuis plusieurs semaines s'est donc avérée exacte. Mme Landry s'est confiée après une assemblée générale extraordinaire du CLD convoquée en fin d'après-midi hier, principalement pour procéder à une refonte en profondeur des règlements généraux.

Lors de cet exercice, un changement a été apporté à l'article 5.3. Il y était précédemment indiqué que le maire était désigné d'office président de la corporation. Dans la nouvelle version, le premier magistrat de la municipalité devient automatiquement membre du conseil d'administration du CLD, mais pas nécessairement président.

La mairesse a expliqué son retrait simplement par la nécessité d'apporter un nouveau souffle à l'organisme. «Lors de l'adoption de la loi 84, la Ville devait prendre en charge son développement économique», rappelle-t-elle. «On me disait alors que je devais assumer la présidence du CLD. Aujourd'hui, je crois que le fait de mettre quelqu'un d'autre apportera une nouvelle vision.»

risme, Robert Dupont, de l'économie sociale, Alain Beuparant, du développement commercial et Steve Martin, du développement industriel.

Chacune de ces corporations devra se désigner un président prochainement qui fera automatiquement partie du conseil d'administration du CLD.

Même si l'organigramme prend forme, la mairesse convient que dans la gestion, quotidiennement, il

Difficile, pour le moment, de spéculer sur l'identité du successeur. Le nouveau président sera nommé par le prochain conseil d'administration, qui entrera en fonction lors de l'assemblée générale annuelle. Cette dernière doit être présentée d'ici le 31 juillet.

L'orientation laisse présager la nomination d'un non-élu à la présidence, un peu comme l'a fait la Société de développement économique de Trois-Rivières avec Gilles Dombigny.

Quelques brèves

Comme prévu, l'organigramme du CLD de Shawinigan sera dorénavant formé de quatre grandes corporations indépendantes et imputables devant le conseil d'administration. Elles représenteront le tourisme, l'économie sociale, le développement commercial et le développement industriel.

On connaît l'identité des élus qui siègeront sur chacune de ces corporations. Ainsi, Josette Allard-Gignac a hérité du tou-

reste beaucoup de boulot.

Le nouveau conseil d'administration, qui n'entrera pas en fonction avant le début de l'été, devra analyser les besoins en terme de personnel. De nombreux départs n'ont pas été comblés au CLD depuis deux ans, rendant le contenu extrêmement difficile pour ceux qui restent.

Frédéric Julien, directeur général par intérim depuis juillet 2005, ne sera également pas fixé sur

son avenir avant encore quelques semaines... au mieux. Si jamais on décidait de lancer un appel de candidatures, il ne faudrait pas s'attendre à ce que le poste soit pourvu avant la fin de l'été.

Les employés du CLD devront aussi patienter avant de signer leur première convention collective. Sur ce point, Mme Landry assure toutefois qu'il s'agira d'une priorité pour le nouveau conseil d'administration.

Une partie de ce montant pourrait engraisser le budget du CLD de Shawinigan... selon les besoins qui seront exprimés par le nouveau conseil d'administration.

Enfin, la mairesse mentionne que le montant de 620 000 \$ supplémentaires attribué au développement économique, tel que prévu dans son discours du budget en décembre, demeurerait dans les coffres de la Ville jusqu'à nouvel ordre.

Une partie de ce montant pourrait engraisser le budget du CLD de Shawinigan... selon les besoins qui seront exprimés par le nouveau conseil d'administration.

Quelques reproches

Shawinigan (cv) — Les changements proposés aux règlements généraux du Centre local de développement de Shawinigan n'ont pas été adoptés sans heurts, hier après-midi. Tout d'abord, le président de la Chambre de commerce du Centre-de-la-Mauricie, Jean Noël, déplorait que son organisme ne soit pas assuré d'une représentation au sein de l'assemblée générale du CLD. Ses observations ont été entendues, de sorte que la CCCC bénéficiera au minimum d'une place parmi les membres non votants.

Les deux représentants du développement social du conseil d'administration ont exprimé leur dissidence lors de l'adoption de nouveaux règlements. Michel Angers et France Cormier déplorent que ce secteur soit exclu dans cette nouvelle refonte du CLD. Les politiciens, dénoncent-ils, prennent encore trop de place par rapport à la société civile pour le développement de Shawinigan. Acteur assidu sur l'Association des centres locaux de développement du Québec, M. Angers commente que la Ville nage à contre-courant en réduisant le conseil d'administration de son CLD à sa plus simple expression, plutôt que de rattacher le plus large éventail possible d'intérêts.

De plus, le syndicaliste n'a pas raté l'occasion de rappeler que depuis l'élection de novembre, personne n'avait entendu parler de la reprise du sommet socio-économique prévu en 2005.

A tout cela, la présidente de l'organisme, Lise Landry, a calmement répondu que beaucoup d'entrepreneurs avaient perdu confiance en leur CLD, d'où la nécessité de cette nouvelle refonte.

La mairesse ne voit rien d'anormal à ce que le conseil d'administration soit majoritairement formé d'élus, puisqu'ils ont hérité des responsabilités du développement économique avec l'adoption de la loi 84.

La CRÉ accorde plus de 300 000 \$ en Mauricie

Le coût global de réalisation des projets soutenus se chiffre à plus de 2,7 millions \$

Marc Rochette

mrc.rochette@nouvelliste.ca

Trois-Rivières — Le conseil d'administration de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Mauricie a profité de sa dernière assemblée publique pour accorder des sommes totalisant 303 229 \$ à des projets dont le coût global de réalisation se chiffre à plus de 2,7 millions de dollars.

Ces subventions, provenant du Fonds de développement régional, sont réparties comme suit :

- 26 250 \$ pour le projet Eldorado, qui vise la réintégration scolaire de même que l'intégration sociale et professionnelle de jeunes adultes. Le Carrefour jeunesse-emploi de Francheville qui pilote ce projet entend travailler à en assurer la récurrence pour les années à venir. Le coût total de réalisation du projet pour cette année est estimé à 270 508 \$.

- 11 000 \$ pour la réalisation d'une étude de faisabilité sur le développement et l'aménagement d'un concept touristique 4 saisons, à la municipalité de Saint-Alexis-des-Monts. Ce projet vise notamment à connaître le marché potentiel pour un centre de ski. Le coût total de l'étude s'élève à 51 000 \$.

- 15 985 \$ pour un projet de diversification professionnelle des femmes de la Mauricie et du Centre-du-Québec, présenté par Femmes et production industrielle. Ce projet vise précisément l'amélioration de la situation éco-

nomique des femmes par leur intégration en milieu de travail non traditionnels qui offrent de bonnes conditions. Le coût total du projet est estimé à 96 874 \$.

- 12 250 \$ pour le soutien au développement de l'économie sociale, avec le Conseil régional de l'économie sociale de la Mauricie qui entend favoriser l'émergence de nouveaux secteurs d'activité, de même que la création, la consolidation et l'expansion des entreprises d'économie sociale

dans notre région. Le coût total du projet se chiffre à 1 48 818 \$.

- 112 744 \$, échelonnés sur trois ans, pour contribuer au développement des communautés et à la réduction des inégalités sociales en Mauricie, entre autres, par l'harmonisation des interventions et la concertation des organisations locales et régionales. Les coûts totaux liés à ce projet, dans le cadre d'une entente de partenariat en développement social, sont évalués à 847 289 \$.

- 100 000 \$ pour finaliser les aménagements du parc industriel régional de la MRC de Mékinac, par l'implantation d'une voie ferroviaire, d'un centre de transbordement et d'un bassin de protection incendie. Le coût de tous ces travaux s'élève à 1 830 500 \$.

A ces sommes s'ajoute un montant de 25 000 \$ que le conseil d'administration a décidé de réserver pour l'exercice 2006-2007, afin de soutenir des projets de type événementiel.

Par ailleurs, le projet de règles et modalités de fonctionnement du Forum de la société civile qui avait déjà été déposé à l'assemblée du 22 février dernier, a été reporté.

Le conseil d'administration devrait tenir, à la fin de mai, une séance spéciale pour discuter de ce dossier.

La prochaine assemblée publique se tiendra le 28 juin prochain, à 19h, à la salle du conseil de la MRC de Maskinongé. •

Politique de développement social dans Mékinac

Royal **Saint-Arnaud**

royal.saint-arnaud@lenouvelliste.qc.ca

Saint-Tite — Le comité territorial de développement social Mékinac a amorcé les travaux qui le conduiront au dépôt d'une politique de développement social pour l'ensemble du territoire.

Des consultations sont prévues et elles auront lieu à 19 h dans trois municipalités. La première rencontre aura lieu ce jeudi 4 mai au 460 de la rue du Couvent, à Saint-Tite. La deuxième est prévue pour le lundi 8 mai au 320 de la rue Saint-Alphonse, à

Lac-aux-Sables et la troisième, le lendemain, au 1210 de la route Ducharme à Saint-Roch-de-Mékinac.

La politique de développement s'apparente à un schéma d'aménagement appliqué au domaine social. Elle vise notamment à doter la MRC de Mékinac d'une vision commune de développement intégré et durable afin de susciter une meilleure participation des citoyens à la vie de la communauté.

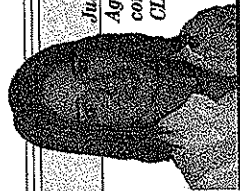
Plus d'une cinquantaine d'acteurs déterminants du territoire et des membres d'organismes ont

déjà été consultés afin d'aider à faire l'état du développement social sur le territoire.

Les responsables de la démarche rappellent que la politique de développement social doit être conçue pour, mais surtout par la population de Mékinac, d'où l'invitation pressante au plus grand nombre possible de citoyennes et citoyens, de tous âges, de s'impliquer dans la démarche.

Les personnes intéressées peuvent contacter Angèle-Anne Brouillette au 289-3433 ou par courriel à (devsocmekinac@globetrotter.net).

Aux quatre coins de la Mauricie



Julie Massicotte
Agente de
communication
CLD Mékinac

ÉLABORATION DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE MÉKINAC
Le Comité territorial de développement social Mékinac a débuté les travaux qui le conduiront au dépôt d'une politique de développement social. Cette politique vise à doter la MRC d'une vision commune de développement intégré et durable afin de susciter une meilleure participation des citoyens à la vie de la communauté. Plus de cinquante acteurs déterminants du territoire et membres d'organismes ont déjà été consultés afin de nous aider à faire l'état du développement social sur le territoire.

MRC DE MÉKINAC

La politique de développement social doit être conçue pour, mais surtout par la population de Mékinac. Au début du mois de mai, la population des dix municipalités du territoire aura l'opportunité de s'exprimer sur les principales problématiques qui mettent un frein à leur qualité de vie et à une meilleure participation sociale. Nous invitons donc les citoyens et les citoyens de tous âges à s'engager dans notre belle démarche.

vous invitons à contacter Angèle-Anne Brouillette, agente de projet au (418) 289-3438 pour tout renseignement.

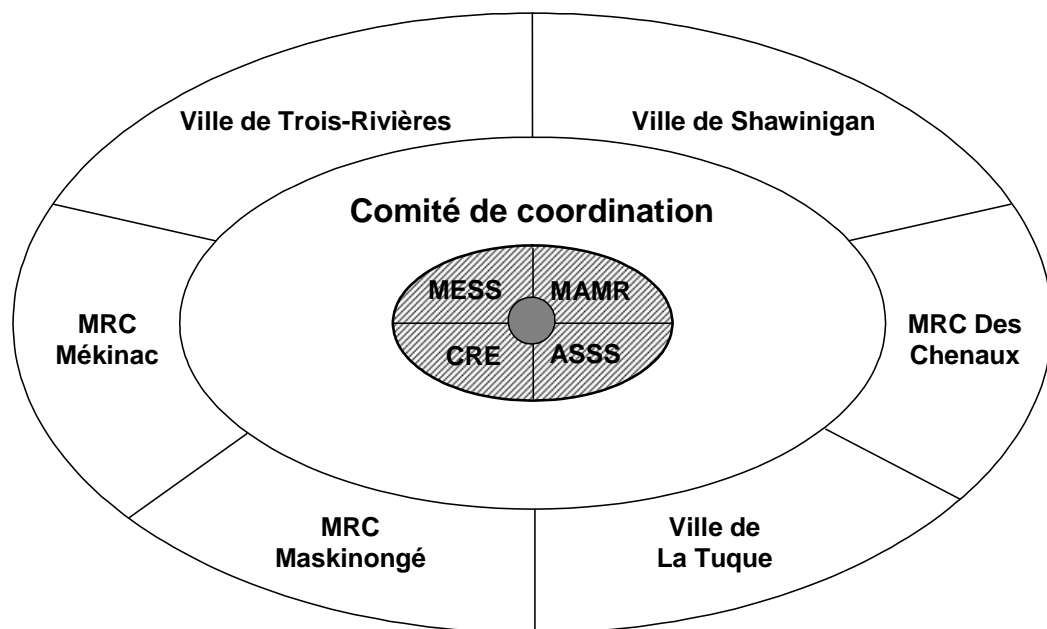
Les consultations auront toutes lieu à 19 heures et se tiendront dans trois municipalités. La première rencontre aura lieu le 4 mai à St-Tite, au 460 rue du Couvent, la deuxième aura lieu le 8 mai au Lac-aux-Sables, au 320 rue Saint-Alphonse et la troisième aura lieu le 9 mai à Saint-Roch-Mékinac, au 1210 route Ducharme. Nous

**CONSORTIUM
DÉVELOPPEMENT
SOCIAL
MAURICIE**

Comité de coordination sur le développement social Actions territoriales

MANDAT : Mise en œuvre du plan d'action sur le développement social pour la Mauricie

- RÔLES :**
1. Élaborer un plan d'action
 2. Implanter le plan d'action et veiller à son actualisation
 3. Identifier des partenaires pour les coalitions locales



* et Centraide Mauricie

18 mai 2006

Territoire	État de la démarche en développement social	Objectifs visés	Acteurs locaux assurant la maîtrise d'œuvre	Enjeux
<p>Des Chenaux</p> <ul style="list-style-type: none"> • 17 479 population : 6,7 % • Comité territorial de développement social des Chenaux • Représentante au comité de coordination régional et présidence du comité local : <ul style="list-style-type: none"> - À venir • Ressource de soutien : CSSS-M.Jean-Claude Landry <p>Site Web du service de co-voiturage : www.covoituragedeschenaux.qc.ca</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un comité de coordination responsable des opérations du comité territorial est formé : CDC, CSSS, CLE, CLD, CJE, CS, SADC, Services Canada (mars 2006) • Projet de covoiturage en fonction depuis 2004 : <ul style="list-style-type: none"> - CLD - CSSS - E.Q - MRC - CRÉ - Centraide - Caisse populaire Ste-Geneviève - Députée de Champlain • Le comité Jeunes et la Table de concertation jeunesse se regroupent. Le soutien est assuré par la SADC. 	<p>Mission</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement Vision commune • Concertation intersectorielle • Créer occasions de partage • Développer des actions complémentaires • Champs d'action: <ul style="list-style-type: none"> - Exode des jeunes - Transport : co-voiturage - Isolement 	<ul style="list-style-type: none"> • Covoiturage • Soutien à domicile • AQDR des Chenaux • CAB St-Narcisse • CAB Ste-Anne • CJE de Francheville • CLE Ste-Geneviève • CLD • Centre de santé et de services sociaux • Commission scolaire • CDCDC • CSDI Batiscan • Consortium • Fonds communautaire • Maison de la Famille • Maison de transition • Municipalité Ste-Geneviève • SADC • Service d'éducation populaire • Service transport adapté • Maison de transition • Services Canada 	<ul style="list-style-type: none"> • La présence de la MRC au comité est souhaitée • Harmonisation des mécanismes de concertation sur le territoire. • Le soutien technique et financier du comité de développement social sera assuré par les partenaires du comité de coordination. • Développement souhaité : Portail/ hyperliens pour le territoire.

Territoire	État de la démarche en développement social	Objectifs visés	Acteurs locaux assurant la maîtrise d'œuvre	Enjeux
<p>Ville de Trois-Rivières Secteur Cloutier-du Rivage</p> <ul style="list-style-type: none"> • ?/124 915 population • Comité de lutte à la pauvreté pour une justice sociale • Représentante au comité de coordination : <ul style="list-style-type: none"> - M^{me} Marie-Josée Routhier, CSSS de Trois-Rivières • Leadership de coordination et ressource de soutien assurés par le CSSS de Trois-Rivières. 	<ul style="list-style-type: none"> • Comité de lutte à la pauvreté (Secteur Cap-de-la-Madeleine) • Projet de revitalisation dans 4 quartiers du Cap-de-la-Madeleine. Un projet de Jardin communautaire ; participation de Centraide : 5 700 \$, Ville et commanditaires • Le Fonds communautaire du Cap et de Trois-Rivières ont fusionné. Participation de Centraide : 5 000 \$ • Un comité provincial a été initié par le local sur les coûts de la rentrée scolaire. La Fédération des commissions scolaires du Québec a joint ce comité. 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer le suivi à la démarche de revitalisation des premiers quartiers du Cap-de-la-Madeleine • Partager les informations : <ul style="list-style-type: none"> - les organismes - les tables • Soutenir le dossier de la rentrée scolaire • Poursuivre le suivi du dossier logement social • Se questionner sur les obstacles à l'emploi • Restructurer l'organisation du Fonds de développement communautaire • Consolider les acquis au niveau de la concertation autour du développement social 	<ul style="list-style-type: none"> • Comité Pauvreté : <ul style="list-style-type: none"> - Le Bon Citoyen - Bureau du député fédéral - Bureau du député provincial - CAB du Rivage - CDC - CLE - CA du Centre de santé Cloutier-du Rivage - Centre de santé Cloutier-du Rivage - Citoyenne - Comité d'entraide de St-Louis-de-France - ÉCOF - Ébénisterie SG - Ebyôn - Maison du Levain - Office diocésain de pastorale - Ville de Trois-Rivières (élu) 	<ul style="list-style-type: none"> • Repositionner le comité suite aux changements: comité de la Ville et mise en place du réseaux local du CSSS. • Dépôt du rapport du comité provincial sur le dossier de la rentrée scolaire • La mise en place du réseau local de santé et de services sociaux

Territoire	État de la démarche en développement social	Objectifs visés	Acteurs locaux assurant la maîtrise d'œuvre	Enjeux
<p>Haut-Saint-Maurice</p> <ul style="list-style-type: none"> • 16 134 population : 6,2 % • Comité de développement social du Haut Saint-Maurice • Représentante au comité de coordination : <ul style="list-style-type: none"> - M^{me} Guylaine Asselin, CSSS du Haut-St-Maurice - M^{me} Danielle Rémillard, CLD • Le Centre de santé et de services sociaux assume le leadership de la coordination avec le CLE et le CLD • Démarche d'élaboration d'une politique de développement social en lien avec la démarche de planification stratégique du territoire 	<ul style="list-style-type: none"> • Maintien du protocole d'entente signé entre le CLD, le CLE et le CSSS de la Saint-Maurice • Formations : <ul style="list-style-type: none"> - intégration sociale et socioprofessionnelle - formation générale - formation sur mesure des + de 45 ans • Transport collectif • Soutien à l'agrandissement des locaux de l'École forestière • Accueil et intégration des personnes immigrantes et des nouveaux arrivants • Anges gardiens (intimidation) • Logement social • Les petites collations IGA • Jardins communautaires • Marché public • Revitalisation Centre Ville • Information aux partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Participation au comité régional • Mission : Identifier les problématiques de développement social et déployer les stratégies pour des solutions adéquates. • S'assurer de l'inclusion de l'adoption de l'adoption d'une politique de développement social dans le plan stratégique du territoire • Outiller les membres du comité sur les préoccupations actuelles • Favoriser la cohérence des interventions • Soutenir le développement et la réalisation d'actions locales • Augmenter la participation sociale • Faire reconnaître un plancher de services et de ressources de base pour le territoire • Assouplissement des normes et des quotas • Visibilité des réalisations 	<ul style="list-style-type: none"> • CLD • CLE • CSSS • CS de l'Énergie • CDC • ROCHSM • Ville de La Tuque • SADC • Conseil de la Nation Atikamewk • Paroisse St-Martin- de-Tours • Mun. Lac Édouard • Mun. la Bostonnais • Comité de travail en logement social : OMH, Pastorale, Ville • Transport collectif : pacte rural, Min.Transport, CLE, CLD, CSSS, Comm.scolaire, Corp.transport adapté, Autono-Bus. 	<ul style="list-style-type: none"> • Transport collectif maintenant disponible pour le secteur Parent de Ville LaTuque; discussion de mise en place de ressource avec la scierie Kruger. • Revitalisation du centre-ville • Préoccupation d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants et des personnes immigrantes sur le territoire • Le municipal bien représenté au comité • Un rendez-vous annuel avec la Chambre de commerce (mars 2006)

Territoire	État de la démarche en développement social	Objectifs visés	Acteurs locaux assurant la maîtrise d'œuvre	Enjeux
<p>Comité de la Ville de Trois-Rivières</p> <ul style="list-style-type: none"> • 124 915 population : 48 % de la population de la région • Représentants au comité de coordination régional : <ul style="list-style-type: none"> - M^{me} Annie Saulnier, Société de développement économique, responsable du comité de la Ville • Le soutien du comité est assuré par la Ville • Un comité permanent est formé en décembre 2005. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le comité permanent de la Ville se met en place. • Un comité de logement social développement existe depuis 2 ans. • La politique de développement de la Ville est adoptée depuis juin 2005. • Évènement annuel à Trois-Rivières : la nuit des sans-abris en octobre. • Le projet de revitalisation des premiers quartiers : plus d'une trentaine de partenaires impliqués. 	<ul style="list-style-type: none"> • Politique de développement social de la Ville : <ul style="list-style-type: none"> - lutte à la pauvreté - qualité de vie • Objectifs : <ul style="list-style-type: none"> - harmoniser les actions municipales avec les partenaires - lier le social, l'économique, le culturel et l'environnement • Axes d'intervention <ul style="list-style-type: none"> - logement - environnement - famille - revitalisation urbaine intégrée - sécurité - travail - transport - culture, loisir - participation citoyenne - développement communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Santé et de services sociaux • Ville de Trois-Rivières (3 conseillers) • Société de développement économique • COMSEP • Corporation de développement communautaire • Démarche de revitalisation • Comité de lutte pauvreté 	<ul style="list-style-type: none"> • Un plan d'action en développement social • Création d'un fonds de développement social. • Le logement social

Territoire	État de la démarche en développement social	Objectifs visés	Acteurs locaux assurant la maîtrise d'œuvre	Enjeux
<p>Ville de Shawinigan</p> <ul style="list-style-type: none"> • 52 923 population : 20,4 % • Abolition de la Commission thématique en développement social du CLD de Shawinigan. Ex-présidente : France Cormier (CDC) • Représentantes au comité de coordination : <ul style="list-style-type: none"> - M^{me} France Cormier, Centre d'action bénévole de la région de Shawinigan (CAB) - M^{me} Lucie Carrier, Centre de santé et de services sociaux de l'Énergie (CSSS) • Le comité de développement de la communauté mis en veilleuse sera éventuellement remis en fonction. 	<ul style="list-style-type: none"> • Restructuration du CLD : abolition de la Commission en développement social. • En attente d'une politique familiale à la Ville. • Continuité du projet de revitalisation St-Marc-Christ-Roy. Nouveau projet, <i>Maison de répit</i>. • Transport collectif élargi : la Table des aîné(e)s du Centre-de-la-Mauricie travaille en collaboration avec le comité de transport de la Ville 	<ul style="list-style-type: none"> • À réactiver : la concertation intersectorielle, actuellement en mode attente. • Revitalisation : Assurer le suivi et le soutien financier du projet de revitalisation • Maison de répit : répit pour les parents des quartiers St-Marc et Christ-Roy : une activité de levée de fonds (vins et fromages) réussie 	<ul style="list-style-type: none"> • Revitalisation : <ul style="list-style-type: none"> - CSSS - CAB - Comité résidants - Comité de financement Maison de répit • Partenaires financiers : <ul style="list-style-type: none"> - ASSS - Emploi-Québec - Sécurité du revenu - CSSS - Ville - Bingo - Alcan • Transport collectif : <ul style="list-style-type: none"> - Centre jeunesse emploi - CLE, Emploi-Québec, Sécurité du revenu - CLD - CAB - CSSS - Coopérative aide domestique - Commission scolaire - Comité développement communauté - Pacte rural - Régie transport commun 	<ul style="list-style-type: none"> • Repositionner le développement social. • Enjeux de la communauté : (6 octobre 2004) <ul style="list-style-type: none"> - Territorialité - Revitalisation du milieu - Dénatalité et vieillissement de la population - Économie, main d'œuvre et emplois - Santé de la population - Concertation entre les partenaires du secteur public, communautaire, privé et municipal • Projet de revitalisation : soutien financier précaire • Mise en place du réseau local de santé et de services sociaux. • Retrait du CLD du développement social.

Territoire	État de la démarche en développement social	Objectifs visés	Acteurs locaux assurant la maîtrise d'œuvre	Enjeux
<p>Mékinac</p> <ul style="list-style-type: none"> • 13 020 population : 5,0 % • Comité territorial de développement social Mékinac • Président du comité local M. Donat Gingras • Représentant au comité de coordination et ressource de soutien : <ul style="list-style-type: none"> - M. Jean-Claude Landry, du CLSC – CHSLD de la Vallée-de-la-Batiscan - M. Donat Gingras, bénévole • M. le maire de Sainte-Thècle et préfet de la MRC André Veillet, siège sur le comité et représente le développement social à la Fédération des municipalités du Québec pour la MRC et à la CRÉ. • Responsable des travaux de la politique de dév.social: M^{me} Angèle Anne Brouillette 	<ul style="list-style-type: none"> • Un comité territorial • Un comité de coordination • Embauche d'une professionnelle pour la politique de développement social. Partenariat financier : <ul style="list-style-type: none"> - MRC, Centraide Mauricie, CLE, CLD. • La MRC appuie la démarche d'élaboration d'une politique de développement social par voie de résolution (06-05). • Consultation en cours pour la politique : auprès des organisations, auprès de la population (mars, avril, mai 2006) 	<ul style="list-style-type: none"> • Doter le territoire de Mékinac d'une politique de développement social • Viser l'amélioration de la qualité de vie • Succiter la plus grande participation possible au développement du milieu de vie -Dégager des orientations, -Dégager des pistes d'action. 	<ul style="list-style-type: none"> • Action-Jeunesse • AQDR • Auto-Psy • Carrefour Normandie • APEN • CDC • CJE • CLD • CLE • Centre SSS • Conseil d'établissements Notre-Dame • Consortium • Femmes de Mékinac • ROC • M.Gingras • SADC • CAB • CS (Centre d'éducation aux adultes) • CPE • Maison de la Famille • MRC • Transport collectif(Transport adapté). 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une politique de développement social pour le territoire de MRC. • Consultation en cours • Un projet de transport collectif qui se développe et qui figure comme modèle dans la province. • Les documents relatifs à la consultation sont disponibles au comité local.

Territoire	État de la démarche en développement social	Objectifs visés	Acteurs locaux assurant la maîtrise d'œuvre	Enjeux
<p>MRC de Maskinongé</p> <ul style="list-style-type: none"> • 17 municipalités • 35 554 population : 13,7 % • Comité local de développement social de la MRC de Maskinongé : 34 membres délégués • Représentants au comité de coordination : <ul style="list-style-type: none"> - Mme Christiane Gallo, dir. CDC • Ressource de soutien : <ul style="list-style-type: none"> - Le pacte rural soutien financièrement le fonctionnement du comité - comité restreint : CDC, MRC, CLD, SADC, CSSS, S.R., Coop. Adirondak 	<ul style="list-style-type: none"> • Un comité de développement social reconnu porteur du développement social par le Conseil des maires (MRC). • Un budget de 15 000 \$ alloué par la MRC (pacte rural) pour les travaux du comité local. • Politique de développement social adoptée par le Conseil des maires 10-03-04 • Plan d'action 2004-2007 adopté par le Conseil des maires 13-10-04 • Transport collectif en expansion – Bilan février 2005 : 1276 déplacements <ul style="list-style-type: none"> - Partenaires : Min. des Transports, MRC, Commission scolaire, Corp. transport adapté - Motifs de déplacement <ul style="list-style-type: none"> - services médicaux - formation - ateliers communautaires - travail - briser l'isolement 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les conditions requises pour la plus grande participation sociale et l'épanouissement de citoyennes et citoyens en intervenant à l'échelle des personnes, des collectivités locales et de la MRC de Maskinongé. • Développer le sentiment d'appartenance et de solidarité à la MRC. • Développer l'accessibilité aux services communautaires, publics, municipaux et privés. • Développer l'offre d'activités culturelles et de loisirs. • Développer une synergie sur la prévention et la promotion de la santé. • Développer l'accessibilité à la formation continue, technique et professionnelle. • 54 actions inscrites • 46 actions avec porteurs • 8 actions sans porteurs • 142 partenaires impliqués 	<ul style="list-style-type: none"> • Aidantes naturelles • Association personnes handicapées • Avenue libre • CDC de Maskinongé • Centre de bénévolat • Centre de femmes • Centre de santé de la MRC de Maskinongé • Chambre de commerce • CHRC • CJE • CLD • CLE (Sécurité du revenu) • Commissions scolaires • Consortium • Coop Adirondak • Coop Aide domestique • Corporation Transport collectif • Domrémy • Éducation populaire, CLE • Entre-aide • Gyroscope • Maison de l'Abondance • Maison de l'Abondance • Maison de la Famille • Maison des Jeunes • MESSF (Famille) • MRC • Municipalité de Louiseville • Ressources alternatives • SADC • Services gars Gribouillis • Travail de rue 	<ul style="list-style-type: none"> • Un salon du développement à l'automne 2006 organisé par le comité territorial. • Un plan d'offre de formation pour les porteurs d'action • Un outil de suivi sur les sources de financement disponibles • Transport collectif en expansion: développement dans les municipalités peu desservies; promotion du service; service inter-territoires.